

100

RAISONS

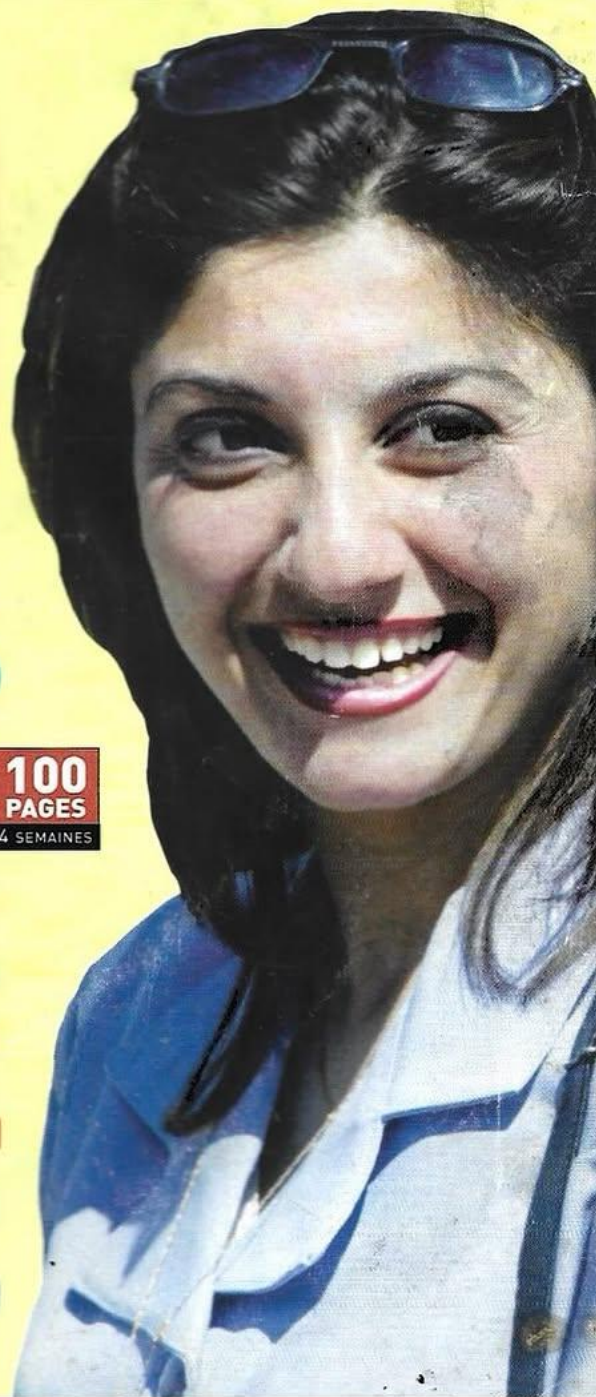
D'ETRE

NUMÉRO
DOUBLE 100
PAGES
EN VENTE PENDANT 4 SEMAINES

OPTIMISTE

POUR LE

MAROC

www.telquel-online.com

100
RAISONS
d'être
OPTIMISTE
pour le
Maroc

UN DOSSIER DE LA REDACTION

Etes-vous globalement optimiste ou résolument pessimiste, s'agissant de l'avenir de notre pays ? Ou plutôt : êtes vous optimiste (tout court) ou pessimiste (tout court) ? Voir le futur en rose ou en noir c'est, au fond, une question de tempérament. Ça dépend de ce qu'on veut retenir : ce qui marche ou ce qui ne marche pas. Ce qui nous fait avancer ou ce qui nous fait reculer. Les arguments ne manquent pas dans les deux camps. Et chaque camp jette sur l'autre un regard réprobateur, parfois méprisant.

Pour les optimistes, les pessimistes sont des "nihilistes" destructeurs qui dénigrent tout par réflexe et, de par leur attitude, freinent l'évolution du royaume au lieu d'y participer. Pour les pessimistes, les optimistes sont des "bénévoles" aveugles qui se satisfont de peu et qui, faute d'exigence, admettent la stagnation, voire font le lit du recul.

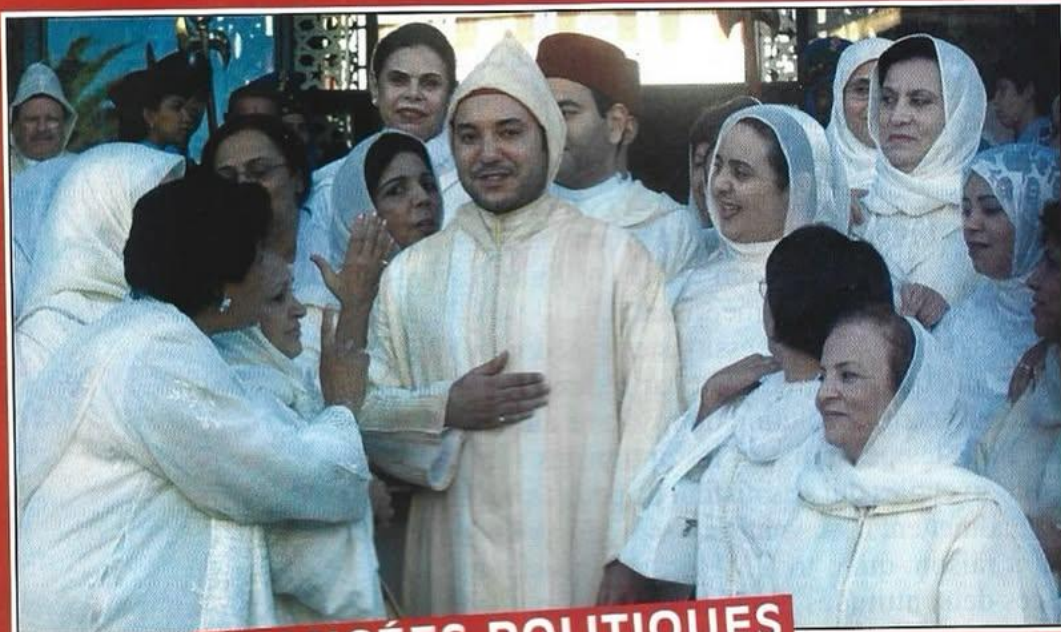
Qui a raison, qui a tort ? C'est aux psychiatres de le dire tant ces deux attitudes, finalement, relèvent de la sphère intime. Tout dépend du vécu, de l'expérience, voire de l'enfance de chacun. Les sociologues ont aussi leur mot à dire sur la question. Parfois, le pessimisme et l'optimisme sont des traits culturels, favorisés par une Histoire ou un vécu collectif. Quant aux journalistes, leur rôle n'est pas de juger, mais d'expliquer, d'argumenter, de convaincre.

Nous sommes en août, il fait chaud, et vous êtes, chers lecteurs, en vacances pour la plupart. Un contexte propice à la joie et à la douceur de vivre. Sur les 20 pages qui suivent, vous trouverez donc 100 arguments, solidement étayés, pour alimenter le moulin de l'espoir. Puisse-t-il continuer à tourner éternellement.

A.R.B



100 RAISONS d'être OPTIMISTE



AFP

AVANCÉES POLITIQUES

1. Les femmes ont des droits

Les Marocaines ont désormais des droits, et plus seulement des devoirs. Ce simple constat vaut tous les discours dans une société où la femme a toujours été lésée par un Code de la Famille résolument phallocrate. Élévation de l'âge du mariage à 18 ans, levée de la tutelle, quasi-interdiction de la polygamie, divorce consensuel, dispositions garantissant les droits de l'enfant et surtout avènement du principe de l'égalité entre l'homme et la femme... voilà les avancées révolutionnaires consacrées par le nouveau Code de la Famille. Grâce au roi Mohammed VI. Poids de la tradition oblige, les mentalités mettront du temps à s'adapter. Mais un retour en arrière est désormais impossible.

2. La reine a un visage

Les harems royaux où pullulent épouses et concubines, c'est fini ! Dorénavant, la femme du roi a un nom, Salma Bennani, un titre, princesse royale (à défaut de reine)... et un visage. Depuis son mariage, elle n'a cessé de faire la Une des journaux et des magazines, au Maroc et ailleurs. La starisation de la "reine du Maroc" va de pair avec l'officialisation du "couple royal". On les voit ensemble pendant les grands événements culturels, comme le festival du film de Marrakech. La médiatisation de la vie privée de Lalla Salma, faite avec doigté par nos confrères d'*Al Jarida Al Oukhra*, leur a valu la colère du Monsieur protocole du Palais. Preuve que la modernité d'une fille du peuple (elle est d'origine modeste) peut chambouler les pesanteurs les plus immuables.

3. La monarchie n'est plus un tabou...

On connaît désormais le salaire du roi, et même le budget annuel de la famille royale dans ses moindres détails. On connaît aussi les plats favoris de Lalla Salma, épouse du roi, et le parfum qu'elle préfère. Sur un registre moins privé, on sait aussi les penchants républicains de Abdellah Zaâzaâ et, depuis peu, de Nadia Yassine. Il est donc possible d'être ouvertement contre la monarchie, et de rester vivant et en liberté. Il est même possible d'être pour, et de penser qu'elle n'est pas gérée de la meilleure manière. Le roi prend une décision discutable ? Elle est aussitôt discutée, sans langue de bois (ou presque). Pour faire court, la ligne rouge "monarchie" a volé en éclats dès la mort de Hassan II. C'est un grand, un très grand acquis démocratique.

4. ... l'armée non plus

Dans la liste des responsables d'actes de tortures et d'assassinats politiques, publiée par l'Association Marocaine des Droits de l'Homme, on trouve une bonne dizaine de hauts gradés militaires. Aucun des journaux qui ont osé publier la liste n'a eu à subir les foudres de la grande muette, généralement très prompte à réagir dès que l'un des siens est touché. Aujourd'hui, on évoque volontiers et sans complexes la fortune colossale des Bennani, Kadiri et autres Benslimane. Le caractère "sacré" de l'armée, établi de facto par Hassan II au lendemain des deux putschs, avait pour objectif de laisser les officiers s'enrichir dans l'impunité la

plus totale. Aujourd'hui, Mohammed VI semble avoir dé-cidé, sans jeter en pâture ses officiers supérieurs, d'en faire de hauts fonctionnaires comme les autres.

5. ... le Sahara encore moins

Officiellement, c'est toujours notre cause nationale n°1. Mais le sujet n'est plus tabou du tout. Aujourd'hui, tout le monde ou presque a un avis sur la question et des propositions audacieuses sont même formulées par quelques intellectuels, hommes politiques et groupes de réflexion. Polisario n'est plus un mot interdit, pas plus que la revendication indépendantiste. Récemment, l'État a même rallié les partis politiques à sa nouvelle stratégie de défense de la marocanité du Sahara. C'est une première. Encore faut-il espérer que les responsables de ces partis ne soient pas frileux et ne croient pas qu'ils ne sont là que pour "réaffirmer la marocanité de cette partie indivisible de notre chère patrie".

6. Des Marocains refusent d'embrasser la main du roi

"Le responsable du protocole m'a demandé de me plier à l'étiquette, mais j'ai suivi mon éthique personnelle. Le roi n'en a pas semblé offensé". Celui qui parle est un membre de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, dont tous les administrateurs, reçus au Palais, avaient décidé de s'abstenir d'embrasser la main du roi. Ils ne sont pas les seuls. Bien avant eux, des intellectuels, écrivains, et artistes reçus par Mohammed VI lui avaient serré la main, les yeux dans les yeux. Parmi les ministres, seul feu Abderrazak Mossadek, digne jusqu'au bout, n'a jamais cédé à la pression du protocole. Pour le reste, les audacieux sont rares. Mais le refus du baise-main, passeport de la citoyenneté, est en progrès.

7. L'islam est repensé

Grand séminaire à la fondation Abdelaziz sur "la relecture du Coran", série de conférences de Rachid Benzine sur "les nouveaux penseurs de l'Islam", retour du même Benzine pour un débat très civilisé avec le leader islamiste Saâd Eddine Othmani à Casa, refonte de la politique religieuse de l'État après le 16 mai, mise en place d'une instance chargée de centraliser les fatwas, nouveau cursus de formation des imams, ouvert sur les sciences humaines et les autres religions... Officiellement, l'islam idéologique cède le pas à une approche pragmatique, qui veut faire du roi le garant d'un islam renouvelable. Ce n'est pas encore gagné, mais c'est en cours. Et c'est très bien.

8. Les mosquées clandestines reculent

Difficile d'avoir un chiffre exact, mais une chose est sûre, on est loin de l'anarchie qui régnait avant le 16 mai. Sans divulguer ses chiffres, ce cadre du ministère des Affaires islamiques affirme que "les garages enfouis sous terre où l'on prie clandestinement, c'est fini". Quant aux salles de prière,

elles ont été recensées, et il est projeté de construire à leur place autant de mosquées en bonne et due forme... c'est-à-dire qui devront respecter deux critères principaux : être pourvues d'imams reconnus, et respecter les normes d'assainissement et le minimum de logistique requis. Croyons sur parole les responsables, premiers concernés par l'impact des attaques terroristes : le phénomène des mosquées clandestines n'est pas encore éradiqué, mais c'est en bonne voie.

9. Les élections sont transparentes

Cela ne fait aucun doute : les élections, sous Mohammed VI, sont plus propres que sous Hassan II. Ce n'est pas encore parfait, mais, au moins, les listes de votants ne comportent plus de morts, ni de doublons. Lors des législatives de 2002, le ministre de l'Intérieur ne s'est pas réuni en catimini avec les leaders de parti pour négocier un quelconque quota. Et si le PJD a revu ses ambitions à la baisse, c'était sans grosse pression. Pendant le vote, les urnes étaient transparentes, et à la fin du jour, leur contenu a été scrupuleusement contrôlé. Bref, on peut affirmer que les élections étaient aussi honnêtes que possible... à un petit détail près : les résultats ont été proclamés avec 2 jours de retard. Pour léser, comme l'affirme une théorie en vogue, le parti islamiste ? Son secrétaire général n'en croit rien. "Un retard ne vaut pas une faute", affirme sagement Saad Eddine Othmani. Soit.

10. Les grands zouama n'en ont plus pour longtemps

Y'aura-t-il une vie après Mahjoubi Aherdane, Mahjoub Benseddik, Abderrazak Afilal, Ahmed Osman, Abdeslam Yassine, et d'autres illustres arrières grands-pères ? C'est tout le mal que l'on souhaite aux partis, aux syndicats et aux associations que tous ces braves septuagénaires (pour les plus jeunes) gouvernent encore. Mohamed Bensaid Aït Idder, M'hamed Boucetta et Abderrahmane Youssoufi ont eu l'élégance de s'en aller tous seuls, par la grande porte, après (tout de même) avoir beaucoup joué à "Retenez-moi ou je m'en vais". Les autres s'accrochent toujours, alors qu'ils sont manifestement dépassés par l'Histoire et par la jeunesse de ceux qu'ils prétendent représenter. On peut leur souhaiter longue vie. Mais pour leur carrière, c'est plus qu'assez.

11. Le débat sur la laïcité est ouvert

Au départ, la revendication laïque était l'apanage de quelques journaux (principalement *TelQuel*, il faut l'avouer). Puis l'idée a pris de l'ampleur, avant d'être reprise par plusieurs intellectuels dans divers forums. Puis on s'est avisé que l'essence de la revendication amazighe était la séparation de la religion de l'État. Puis des islamistes ont commencé à dialoguer (sur *TelQuel* aussi) avec des laïques à qualité – leur recon-



100 RAISONS d'être OPTIMISTE

naissant, par ricochet, une légitimité. Idée force : la laïcité ne serait pas un concept étranger "greffé" sur le Maroc mais, au contraire, un révélateur de ce que le Maroc est vraiment : un pays ouvert, où chacun vit sa foi à sa manière. Politiquement, ce n'est pas à l'ordre du jour. Mais ça viendra : les ordres du jour sont toujours façonnés, à plus ou moins long terme, par la pression de l'opinion publique

12. La cause amazighe gagne du terrain

Il est loin, le temps où l'amazighité n'avait le droit d'exister qu'à travers sa dimension folklorique. Du point de vue institutionnel, la création de l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) a été, malgré toutes les critiques, un tournant : l'État reconnaissait, enfin, la dimension amazighe du Maroc. Les associations se sont engouffrées dans la brèche. Dans les facultés, on s'engage de plus en plus dans le mouvement culturel amazigh, contrepoids aux organisations étudiantes islamistes ou panarabistes. Quant au parti amazigh dont on parle depuis si longtemps, le dossier de constitution a été déposé. Les autorités sont réticentes, mais le congrès est tout de même programmé pour novembre.

13. La gauche unifie ses rangs

Cinq petits partis vont s'unir pour créer un pôle de gauche. L'opération peut sembler anodine quand on sait que ces cinq formations ne comptent aucun ministre dans leurs rangs et ne constituent même pas un groupe parlementaire. Un pôle sans pouvoir de décision, donc. Mais politiquement, moralement, et même socialement, la création de ce pôle est un événement majeur. Parce qu'elle prouve qu'il est toujours possible de fédérer des courants de gauche. Et parce que, surtout, la pensée de gauche incarne une sensibilité réelle (parmi d'autres) de la rue marocaine. Au moins aussi légitime que la pensée conservatrice, représentée par les islamistes du PJD et les caciques de l'Istiqlal, et la pensée libérale, (mal) représentée par tous les anciens partis de l'administration, plus quelques nouveaux venus.

14. On juge (symboliquement) les tortionnaires

Les jugements symboliques ressemblent aux procès des années de plomb par une chose : les verdicts sont connus à l'avance. L'AMDH et le FVJ, les deux principales ONG marocaines des droits humains, ont tenté un pari inimaginable il y a encore quelques mois. Elles ont jugé, pour le symbole, les anciens hommes forts du régime, dont certains sont solidement arrimés à la nouvelle ère. Oufkir, Dlimi, Basri, Benslimane... tous y sont passés. Les anciens prisonniers d'opinion ont revêtu les

toges d'avocats, ils ont mimé leurs défenseurs ou leurs pourfendeurs d'hier. Humour et émotion, comme dans le meilleur des théâtres. Des témoins, des anonymes, ont pleuré. Et applaudi les lourdes sentences pourtant connues d'avance. Cela prouve une chose : juger les bourreaux, même symboliquement et partiellement, est un geste lourd de sens pour les Marocains.

15. ... et l'un d'entre eux a été condamné

Abdelmajid Aït El Adraoui est un obscur officier de la police judiciaire. Mais il est célèbre pour avoir torturé Rachid Chrii, un militant de Safi injustement jeté en prison en 2003. À sa manière, Aït El Adraoui a éclairé nos lanternes en nous rappelant que la torture n'est pas l'apanage des hauts gradés de la hiérarchie militaro-policière. Et qu'elle ne s'abat pas que sur de brillants leaders politiques. La torture au quotidien, en somme. Rattrapé par son passé et condamné à 10 ans de prison pour l'assassinat d'un détenu de droit commun à Marrakech, Aït El Adraoui affrontera dans quelques mois sa victime la plus célèbre, Rachid Chrii, cette fois à Safi, où il risque une nouvelle peine de prison... Même s'il est toujours libre de ses mouvements (et suspendu de ses fonctions), Aït El Adraoui paiera pour tous ceux qui torturent loin des projecteurs, dans l'anonymat des petits commissariats. Pour l'exemple.

16. La gestion locale est mieux contrôlée

Gérer une collectivité locale n'est pas chose aisée, surtout quand les moyens manquent affreusement. Faute d'expérience (et souvent, de bonne foi) des élus, la gestion au quotidien tournait au massacre. La nécessité d'instaurer des comités de pilotage s'imposait, pour sauvegarder le peu de ressources disponibles. En 2002, avec la nomination de Saâd Hassar à sa tête, la Direction des Collectivités Locales s'est érigée en comité d'évaluation et de suivi. Les bons sont récompensés (affectation de crédit et contrôle a posteriori) et les mauvais sont mis sous tutelle. Les chiffres, aussi bien ceux de la direction que de ceux du fonds communal, sont publiés régulièrement. Cerise sur le gâteau : le redéploiement des cours des comptes régionales sera bientôt achevé. Et demain sera mieux contrôlé qu'aujourd'hui.

17. Le Maroc et l'Algérie dialoguent (même mal)

Quand Mohammed VI est allé à Alger, en avril 2005, on a cru que le plus dur était fait. Mais il a suffi, quelques semaines plus tard, d'une simple lettre protocolaire de Bouteflika au Polisario pour que le roi voie rouge et annule sa participation à un sommet de l'UMA (qui en est mort). Quelques semaines plus tard, le Maroc enfonce le clou en déclarant "inopportune" la visite du Premier ministre algérien à Rabat. Brouille consommée ? Que non ! Quelques semaines passent encore, puis Mohammed



VI se fend, à l'occasion de la fête nationale algérienne, d'une missive très remarquée à Bouteflika réitérant *"son souci sincère d'œuvrer à la consolidation des liens de fraternité"*. En attendant le prochain rebondissement, notons qu'il n'y a plus de visa entre les deux pays voisins et que les préparatifs pour rouvrir la frontière terrestre vont bon train. N'est-ce pas là l'essentiel ?

18. La relation avec l'Espagne s'apaise

Depuis l'arrivée de José Luis Zapatero au pouvoir, le Maroc et l'Espagne vivent une parfaite lune de miel. Dès son élection, le Premier ministre socialiste a affirmé vouloir entretenir *"une magnifique relation"* avec son voisin du sud. Une semaine après, il consacre sa première sortie à l'étranger au Maroc. Geste ô combien symbolique et apprécié de ce côté-ci de la frontière. Mohammed VI le lui signifie en le recevant, malgré le protocole, dans sa résidence privée de Casablanca. Depuis, les visites interministérielles se multiplient, et l'investissement espagnol s'intensifie (Altadis, Fadesa, Repsol...). Désormais, l'Espagne parle de *"solution politique"* au Sahara plutôt que d'*"indépendance"*, et la régularisation des travailleurs marocains clandestins en Espagne va bon train. On est loin de la *"guerre éclair"* de l'îlot Leila...

19. Les automobilistes mettent la ceinture de sécurité

Ça saute immédiatement aux yeux : depuis que la loi est passée, tous les automobilistes marocains (ou presque) portent la ceinture de sécurité. Une étude menée sur Rabat a prouvé que le port de la ceinture est passé de 15% à 80% en l'espace de quelques mois. Il faut dire que la vigilance des agents de police, prompts à faire payer 100 dirhams d'amende aux contrevenants, aide beaucoup. Mais on s'attendait tout de même à plus d'obstruction et de mauvaise foi de la part des automobilistes, habitués à considérer le port de la ceinture en ville comme facultatif. Apparemment, ils étaient psychologiquement préparés à l'arrivée de la loi. Aujourd'hui, seuls les taximen refusent encore de s'y plier, allant jusqu'à menacer de grève générale si on les y oblige. Les wilayas ont préféré temporiser. Jusqu'à quand ?

20. Les fumeurs s'abstiennent dans les lieux publics

La loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics, votée il y a trois ans par le Parlement, n'a pas eu beaucoup d'effet sur le coup. Mais avec le temps, les Marocains se sont faits à l'idée. C'est visible, les gens s'abstiennent de plus en plus de fumer dans les lieux publics. Meilleur exemple : le train-navette Casa-Rabat. Avant, les panneaux d'interdiction de fumer placés dans les compartiments ne les rebutaient pas. Aujourd'hui, les contrevenants sont rares, et immédiatement rabroués par les autres. Même chose dans les petits taxis, les commissariats, les halls de banque... Seuls les aéroports résistent – il faut dire que les panneaux d'interdiction de fumer sont très discrets, sinon inexistantes...

21. Les plages sont plus propres

Un chiffre pour le prouver : selon le rapport 2004 de surveillance de la qualité des eaux de baignade, 90% des 299 stations balnéaires que compte le Maroc sont conformes aux exigences réglementaires pour faire trempette. Ça, c'est pour l'eau de mer. Quant aux plages, le programme *"plages propres"*, initié par la Fondation Mohammed VI pour l'environnement, récompense chaque année les meilleurs sites sur la base de la qualité des installations, de l'hygiène, de la sécurité et de la conformité aux standards internationaux. Les plages sélectionnées se voient attribuer le précieux label *"Pavillon bleu d'Europe"*, un écolabel qui symbolise une qualité environnementale exemplaire. Et il y a de nombreux vainqueurs chaque année !

CONSCIENCE CIVIQUE



DR

100 RAISONS d'être OPTIMISTE



AFP

22. La pauvreté devient un sujet politique

13,7% des Marocains (23,1% en milieu rural) (sur)vivent avec moins d'un dollar par jour. Dès son premier discours à la nation, Mohammed VI l'a dit clairement : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sera sa priorité. Ne restait plus à notre classe politique qu'à s'engouffrer dans la brèche et à faire du combat contre l'indigence "le programme de gouvernement" par excellence. Passons sur l'opportunisme d'une telle posture. S'il faut que le roi établisse un agenda pour que les autres suivent, eh bien soit. Au départ, cela s'est fait par le "saupoudrage humanitaire" de la Fondation Mohammed V. Depuis le lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, on s'attend à plus de résultats, d'ici 3 ans. Pour l'instant, on n'a encore rien vu de concret, mais le fait que la lutte contre l'indigence soit au cœur du débat politique est déjà à applaudir.

23. Le microcrédit se généralise

Popularisé au Bangladesh dans les années 70, le microcrédit a fait tâche d'huile dans le monde entier. Au Maroc, son apparition est plus récente, mais son succès n'en est que plus époustoufflant. Présentant les statistiques du secteur, le Premier ministre Driss Jettou se félicitait du fait que les douze associations du microcrédit agréées ont réalisé depuis leur création plus de 2 millions de prêts totalisant 5,5 milliards de dirhams. Parmi

elles, deux organismes tirent leur épingle du jeu : les fondations Zakoura et Al Amana. Créée en 1995, Zakoura, avec plus d'une soixantaine d'agences, a débloqué 925.739 crédits depuis sa création. Très cotée également, Al Amana (134 antennes), connaît une forte croissance de son activité en milieu rural.

24. Les coopératives se multiplient

L'Office du Développement de la Coopération a recensé 4827 coopératives au Maroc en 2004, dont les deux tiers sont concentrés dans l'agriculture, et la majorité opèrent dans les régions du Souss et de Doukkala. Et ça va en augmentant. C'est une excellente nouvelle, dans la mesure où seule la création d'unions et de coopératives permet d'éviter le morcellement des terres – fléau du monde rural s'il en est. Sans parler du fait que les coopératives sont des plateformes de choix pour la création de micro entreprises. L'éradication de la pauvreté commencera nécessairement par là. Quelques coopératives comme Jaouda ont même atteint la célébrité en devenant des grands groupes à l'échelle nationale...

25. Les enfants pauvres partent (eux aussi) en vacances

Il y a trois ans, on n'en rêvait même pas. En 2005, le programme "vacances pour tous" en est à sa troisième édition et pas moins de 450.000 enfants de familles nécessiteuses auront eu droit, eux aussi, aux colonies de vacances... aux

frais de l'État. Et ce n'est pas fini ! Le secrétaire d'État à la Jeunesse Mohamed El Gahs, à qui on doit cette belle initiative, a promis d'augmenter le nombre des bénéficiaires à raison de 50.000 par an. Petit couac cette année, tout de même : l'incendie de Ras El Ma, qui a coûté la vie à 6 fillettes, a posé de multiples questions sur la sécurité dans les colonies de vacances publiques. Mais le Secrétariat d'État plaide l'erreur humaine. Et les mouvements d'inscription n'ont pas cessé d'augmenter.

26. L'Assurance Maladie Obligatoire arrive

Selon le ministre de la Santé Mohamed Cheikh Biadillah, la mise en application de l'Assurance Maladie Obligatoire AMO devrait entrer en vigueur au mois d'août 2005. Par ailleurs, une réunion de travail présidée à Rabat par le Premier ministre, en juillet, a été consacrée à l'examen de la méthodologie de mise en œuvre de la nouvelle mesure. L'AMO, dont la charte de mise en œuvre a été signée le 4 janvier 2005 à Agadir, est fondée sur deux volets complémentaires : un système contributif pour les personnes à revenu stable et un mécanisme public de prise en charge des frais de soins pour les personnes vulnérables. Une excellente nouvelle pour les smicards et les petits salariés.

27. L'électrification des douars progresse

En 1996, L'Office National de l'Electricité (ONE) a lancé un ambitieux programme d'électrification rurale global, joliment baptisé PERG4. En 2000, pourtant, près de 2 millions de foyers ruraux n'avaient pas encore accès à l'électricité. Depuis, le roi Mohammed VI en a fait une priorité de développement et les choses se sont accélérées. Fin 2004, 17.208 villages avaient été électrifiés, ce qui a permis à 1.176.954 foyers, soit à 7.650.000 Marocains ruraux, d'être raccordés au circuit électrique. En 2005, l'ONE vise l'électrification de 4000 nouveaux villages. Grâce à des réalisations d'envergure comme la ferme éolienne de Koudia El Baïda, le Maroc fait des efforts pour élever sa production d'électricité à la hauteur des besoins de la population. Bon vent.

28. Les handicapés sont moins marginalisés

La télé se met à en parler. Les associations qui en ont fait leur cheval de bataille sont de plus en plus nombreuses, et surtout de plus en plus actives. Le roi les évoque dans ses discours, et va souvent à leur rencontre. D'ailleurs, les handicapés sont parmi les principaux bénéficiaires de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, un des "grands chantiers" de Mohammed VI. Autre avancée que connaît ce dossier : la loi sur l'accessibilité, votée en 2002 par les deux chambres du Parlement, prévoyant des rampes d'accès pour handicapés dans tous les bâtiments relevant de l'État. La loi tarde à être appliquée, mais quelques entreprises publiques comme la RAM et l'ONCF donnent l'exemple.

29. Les jeunes des quartiers se prennent en charge

D'une certaine manière, un jeune désœuvré qui se laisse pousser la barbe et parle religion se "prend en charge". Mais ce type de sursaut radicalise le concerné, et le coupe de son environnement. Dans les quartiers populaires, la grande force concurrente à l'islamisme est le mouvement associatif. Au menu : réhabilitation des quartiers, nettoyage, campagnes de civisme, équipement de centres informatiques, aides aux plus nécessiteux... Les ONG locales fleurissent partout au royaume – le gouvernement avance le chiffre de 32.000, sans doute en dessous de la réalité. À Casablanca ou à Al Hoceïma, c'est structuré en réseau. Les autres villes suivent, rapidement. Et partout, se développe l'idée que les jeunes ne doivent rien attendre de l'État. Et retroussent leurs manches...

30. Les ONG se professionnalisent

Dorénavant, la loi l'exige : les ONG aussi doivent rendre des comptes. Pour ne plus devenir des structures marginales, les associations de développement se mettent en réseau, sous la coupe de l'Association Marocaine de Solidarité Et de Développement (AMSED), ou celle de l'Espace Associatif – deux structures qui dispensent à la chaîne les formations en gestion associative. Avant cela, les associations féministes avaient eu raison de professionnaliser leurs techniques de lobbying : c'est ainsi qu'elles ont arraché la réforme de la Moudawana. Les associations de quartier, de leur côté, suivant l'exemple du RESAQ, leur réseau principal, et ne demandent plus un centime de soutien sans s'appuyer sur des projets bien ficelés, clés en mains. C'est ce qui explique leur succès.

31. Le patronat a une conscience civique

Avec la création, en 2004, de sa commission Entreprises et Proximité Sociale (EPS), le patronat se dote d'une conscience civique. Et ça rapporte : 2,4 millions de dirhams sont collectés en un week-end à la première édition du "Forum entreprises/associations", créé à l'initiative de la commission EPS et fort du soutien de Driss Jettou. Bénéficiaires : des petites ONG de quartier, porteuses de 50 projets de développement clés en mains. Idée-force : l'argent, il y en a ; il faut juste présenter des projets ficelés et convaincants. En février 2005, le patronat réédite l'expérience, en partenariat avec TelQuel, pour commémorer le premier anniversaire du tremblement de terre d'Al Hoceïma. Un second "forum" est prévu en septembre 2006. Il présentera cette fois 200 projets associatifs à la générosité des hommes d'Affaires.



100 RAISONS d'être OPTIMISTE

32. Les champions s'impliquent dans le social

Quand Cartier a ouvert sa première boutique à Casablanca, le groupe français a fait appel, pour l'inauguration, au recordman du monde et double médaillé olympique Hicham El Guerrouj. Contre de l'argent ? Oui, mais pas pour lui. Le champion marocain a reversé son million de dirhams de cachet, comme prévu, à l'Association Beni-Snassen des Oeuvres sociales dont il est le président. En plus des causes diverses dans lesquelles il s'investit chaque année à l'occasion des "Foulées Internationales de Berkane", ville dont il est originaire. Mais il n'y a pas que lui. D'autres grandes stars du sport national comme Younès El Aynaoui, Hicham Arazi ou Salaheddine Bassir s'investissent beaucoup dans le social. Et font des centaines d'émules parmi les anonymes.

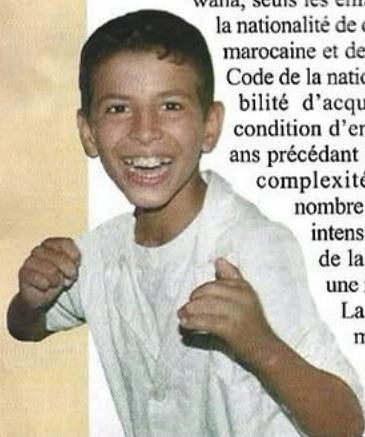
33. Les abus contre les petites bonnes sont dénoncés

Deux grandes victoires : depuis peu, le code du travail fait référence au travail domestique, et le code pénal prévoit de nouvelles dispositions contre l'exploitation des enfants. "Cet arsenal juridique vient renforcer la protection des petites bonnes victimes de maltraitance", estime Raja Bensouda, cadre à l'Unicef. En outre, la presse se fait de plus en plus l'écho des procès d'employeurs coupables de mauvais traitements envers leurs employées domestiques mineures. Bien que l'on ne puisse pas chiffrer l'impact des campagnes de sensibilisation sur le travail des petites bonnes (il y en a eu plusieurs), l'UNICEF a pu constater lors de ses études de terrain à Casablanca que les familles employaient de moins en moins de domestiques mineures. L'âge légal du travail (15 ans) n'est toujours pas respecté à 100%, mais la prise de conscience progresse.

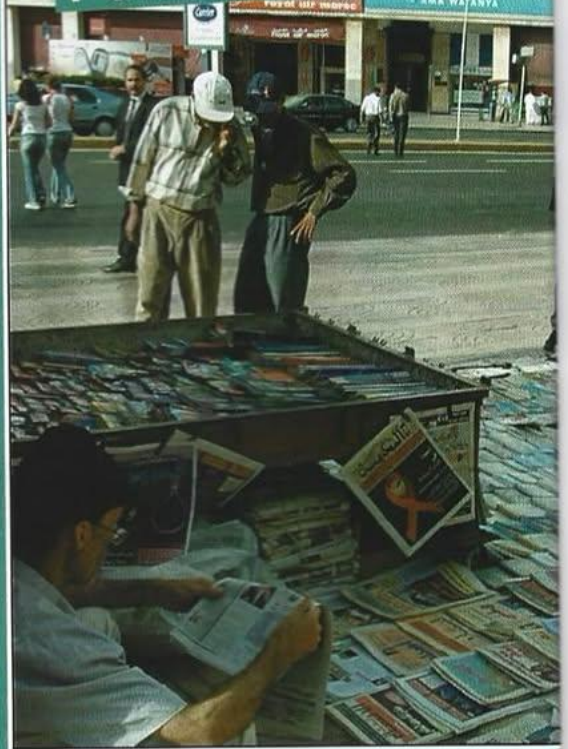
34. Le débat sur la transmission de la nationalité est lancé

À l'initiative de la sociologue Soumaya Naamane Guesous et du magazine Femmes du Maroc (FDM), la revendication de la transmission de la nationalité marocaine par la mère a été lancée. Malgré la réforme de la Moudawana, seuls les enfants de père marocain obtiennent la nationalité de droit. Pour les enfants nés de mère marocaine et de père étranger, les dispositions du Code de la nationalité de 1958 prévoient la possibilité d'acquérir la nationalité marocaine, à condition d'en faire la demande dans les deux ans précédant la majorité. Mais la lenteur et la complexité de la procédure découragent nombre de demandeurs. La pression s'est intensifiée au Parlement, où le ministère de la Justice s'est dit prêt à envisager une réforme du Code de la nationalité.

La pétition lancée par FDM, qui demande un assouplissement des procédures, a recueilli plus de 2800 signatures. Encourageant.



MÉDIAS ET LIBERTÉS PUBLIQUES



AIC PRESS

35. La parole est libérée...

Sur les terrasses de cafés, les gens ne baissent plus le ton et ne regardent plus autour d'eux avant de parler politique. C'est pas anodin. Pendant quarante ans, une peur sourde a empêché les Marocains de dire le fond de leur pensée. Aujourd'hui, c'est chose banale. Après des décennies de combat des défenseurs des droits de l'homme, la parole est enfin libérée. Résultat : les représentants de l'État (et notamment les policiers) n'ont plus autant de marge d'arbitraire qu'avant. Même si dans le détail, cela reste souvent brumeux, les Marocains savent qu'ils ont des "hoqouq" (droits) et le font savoir ! Bémol : cette nouvelle conscience est géographiquement mal répartie. Plus on s'éloigne de Casa-Rabat, plus la peur reprend le dessus. Mais la libération de la parole progresse, c'est inexorable.

36. ... les écrits aussi

La liberté d'expression est sans aucun doute le plus grand acquis (et le plus visible) de l'ère Mohammed VI. Désormais, les journalistes critiquent librement la source même du pouvoir, à savoir le Palais royal. Sur le plan économique, la politique éditoriale de "l'âam zine"



(l'année est belle) a également vécu. On appelle désormais un déficit un déficit, et les détournements publics un grave défaut de gouvernance. Culturellement, c'est pareil. La presse islamiste est vigoureuse (sous Hassan II, elle était clandestine), mais les idées laïques se fraient leur chemin. Enfin, le problème du Sahara donne lieu aux analyses les plus variées. Vive la liberté !

37. Le passé est défriché

"Le passé n'intéresse personne", "le dossier des droits de l'homme est apuré", "il est dangereux de relire notre histoire contemporaine"... Et puis, quoi encore ? Tous ces beaux mensonges de l'ère hassanienne ont été balayés d'un seul coup : celui, très joli, réussi par l'IER (Instance Equité et Réconciliation) qui, quoi qu'on en dise, aura réussi le tour de force de relancer le débat sur les années de plomb sans mettre en péril la stabilité de la monarchie, bien au contraire. Le public a marché et c'est tant mieux, parce que la plupart des familles marocaines ont directement souffert de répressions policières ou alors, pour les plus chanceuses, ont vécu et élevé leur progéniture dans la peur. Exorcisme national ? Oui. Surtout quand ce n'est pas si cher payé.

38. Le paysage audiovisuel marocain se libéralise

L'État n'a plus le monopole des ondes. Cette information, importante du reste, est déjà vieille de trois ans. Quoi de neuf aujourd'hui ? D'abord, deux nouvelles chaînes, Al Maghribia et Arrabiâ (des petits enfants de la RTM et de 2M) existent déjà. Puis il y a le projet Média Sat, la chaîne d'information de Tanger, qui risque d'aboutir, selon des sources au ministère de la Communication, en juin 2006. Sinon, plusieurs investisseurs, marocains et étrangers, disent avoir des dossiers ficelés dans leurs cartons et ne plus attendre que "l'aval des autorités compétentes".

39. 2M produit de bons magazines

Jamais un magazine tété n'a atteint des taux d'audience aussi élevés que *Moukhtafoun*. Et pour cause, cet équivalent marocain de "perdu de vue" est en totale adéquation avec les attentes des téléspectateurs, tout en jouant intelligemment la carte du service public. Pour les magazines francophones, c'est *Grand Angle* qui remporte la palme. Indéniablement et de l'avis de tous, le meilleur magazine d'information jamais produit par la télévision marocaine. Avec ces deux programmes, 2M a droit à quelques éloges. Nous aussi, on peut !

40. La télé lance de jeunes talents

On se souviendra longtemps du printemps 2004 sur 2M. Des jeunes froids et pleins d'entrain ont donné de la couleur à nos petits écrans et fait rêver des milliers de leurs compatriotes. Aujourd'hui, l'une des révélations du concours *15 ans / 15 talents*, Mustapha Atrassi, anime un one-man-show au Théâtre de Trévise à Paris. Hicham Nazal, lui, est lancé dans une carrière d'animateur télé, parrainé par le producteur français Gérard Louvin... *Studio 2M*, le deuxième concept du genre, a révélé aussi une fournée de jeunes talents. Joudia et Abdelaziz, vainqueurs de ce concours de chant, signent aujourd'hui des autographes dans la rue. Quant au *Pied en or* de la TVM, il a fait rêver des millions de jeunes passionnés de foot. Le vainqueur, le Marrakchi Hamada, a passé plusieurs mois dans un club français de division I, et se prépare à une grande carrière. Merci la télé !

41. Le tamazight investit les media

Double en tamazight et diffusé par 2M, le film *Bandia*, de Saïd Naciri, a crevé les plafonds d'audimat. La chaîne de Aïn Sebaâ projette aujourd'hui de diffuser un film en tamazight par mois, et de produire des téléfilms dans cette langue. En septembre, 2M diffusera même une émission culturelle hebdomadaire en tamazight. La pub n'est pas en reste. Le spot Nido en tamazight avait ouvert la brèche en 2004, vite rejoint par Nescafé. Récemment,

100 RAISONS d'être OPTIMIST

Méditel s'est lancé dans l'affichage trilingue tamazight-français-arabe. Et la presse amazighe est foisonnante : *Le monde amazigh* à Rabat, *Tifnaz* à Al Hoceima ou *Tawiza* sont les derniers venus. Mieux : l'institut public de journalisme de Rabat assure des formations en tamazight. C'est la fin d'un ghetto linguistique.

42. La presse interpelle le pouvoir (le vrai)

Sous Hassan II, la presse partisane interpellait violemment (et quotidiennement) "le gouvernement" ou "l'administration"... Ces euphémismes ont vécu. Au Maroc, l'essentiel du pouvoir tire sa source et sa légitimité du Palais royal. Par conséquent, les journalistes interpellent le roi sans détours... et il ne leur "arrive" rien, contrairement à ce que pensent la plupart des gens. Certes, il y a des exceptions. Sous Hassan II, le journaliste Lmrabet a payé de 7 mois de prison le fait d'avoir été un poil trop insolent envers la monarchie. Depuis sa libération, les caricatures mettant directement en scène Mohammed VI ont fleuri – et rien n'est "arrivé" à leurs auteurs. Tout est question de dosage, en fait. Et le sérail commence à comprendre (quoique avec beaucoup de difficultés) la règle du jeu...

43. La presse dérange les juges

En mai 2005, l'amicale Hassania des juges a publié un communiqué dénonçant "*les allégations de la presse visant des magistrats*" et menaçant les journalistes de "*se servir dans le cadre de la loi*". À l'origine de cette mise en garde, une série d'informations faisant état d'affaires de corruption dans lesquelles seraient impliqués des magistrats. Au ras le bol des juges répond l'exaspération des journalistes, qui accusent les magistrats de fonctionner sur instructions dès qu'un organe de presse est visé par le pouvoir. Le troisième et le quatrième pouvoir se bousculent : c'est un signe majeur de démocratisation.

44. La police communique

Beaucoup avaient ri à l'annonce du lancement de *Police magazine*. Quoi, un magazine de la police, avec le premier flic du royaume dans le rôle du directeur de publication et éditorialiste ? Le pari a pourtant été réussi, même si *Police magazine* n'est pas le genre de publication que l'on emporterait sur une île déserte...

Dans tous les cas, cette réussite n'est que la cerise sur le gâteau, l'illustration la plus concrète de la nouvelle ligne adoptée par la police marocaine : plus de souplesse, de naturel, de proximité. Du pur marketing, bien sûr, mais avouons qu'on en avait sacrément besoin. Des fois qu'on oublierait que les policiers sont aussi des hommes et des femmes qui nous ressemblent – dans leurs vertus comme dans leurs excès...

45. Les GUS rassurent la population

On a oublié de leur prévoir des tenues d'été, mais pas de leur apprendre l'essentiel de leur mission : sécuriser nos rues. Les GUS (Groupes Urbains de Sécurité) valent assurément mieux que leur nom. Ils sont jeunes et beaux, ils roulent dans de belles mécaniques et nous rappellent, enfin, que la police est d'abord au service du citoyen. Chapeau aux architectes du projet GUS, même si tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Parce que les GUS roulent trop lentement et leurs "convois" occasionnent, parfois, des accidents de la circulation. Parce que, surtout, les attributions définitives de ce nouveau corps de la police n'ont jamais été clairement délimitées. Peut mieux faire, mais c'est un bon début.

46. Le débat sur la peine de mort est ouvert

L'abolition de la peine de mort est à l'étude. Des sources au ministère de la Justice confirment que ce débat n'est plus l'apanage des associations engagées. Depuis près de quatre ans, les législateurs travaillent dans l'ombre pour tenter de mettre le droit marocain en conformité avec les traités internationaux. Longtemps zappée des médias publics, la question fait aujourd'hui l'objet de débats télévisés. Une première fois sur la TVM, juste après les attentats du 16 mai, une seconde sur 2M, dans le cadre de l'émission "Moubacharat Maâkoum". Dans les faits, les sentences de mort sont rarement exécutées. Une posture confortable qui permet aux autorités de contenter les abolitionnistes sans pour autant mécontenter les partisans de la peine de mort – principalement les islamistes. Le Maroc est le premier pays arabe où ce débat est ouvert.

47. Des inspecteurs sont indignés par l'éducation islamique

Le ministre de l'Éducation nationale, le socialiste Habib El Malki, a certes décidé de maintenir l'éducation islamique dans les écoles. Mais au moins, il y a eu débat. Après que des parents d'élèves se soient déclarés outrés par des manuels scolaires sexistes et outrageusement orientés, un groupe d'inspecteurs avait carrément préconisé d'abolir l'éducation islamique à l'école, "parce que des enseignants en profitent pour diffuser une idéologie réactionnaire". Une première, qui ébranle la sacralité du dogme de l'enseignement religieux à l'école. En attente de nouveaux coups de boutoir.

48. La liberté d'expression atteint le Sahara

"Un indépendantiste convaincu de ses positions ne me dérange pas dans l'absolu. Je n'interviens que si cet individu trouble l'ordre public". La phrase est d'un haut



responsable du ministère de l'Intérieur à Laâyoune. Mis à part quelques regrettables refoulements de journalistes, la tableau de la liberté d'expression au Sahara n'est pas si sombre que cela. Il y a d'abord l'étonnamment libre Laâyoune TV, puis tous ces journalistes marocains et étrangers qui se déplacent fréquemment au Sahara et restent libres de leurs mouvements, dans une région politiquement et militairement sensible. Les activistes indépendantistes y exercent également leur droit à l'information grâce à la multitude de sites Web du Polisario régulièrement mis à jour à partir de Smara, Laâyoune ou Dakhla.

49. Laâyoune TV cartonne

Laâyoune TV, petit décrochage de la RTM lancé fin 2004, a réussi à se mettre à dos toutes les instances élues du Sahara... parce que ses journalistes font bien leur travail. Alors que les notables makhzénisés de la région continuent à revendiquer une exception régionale, Laâyoune TV se rapproche des Sahraouis, parle de leurs problèmes quotidiens dans leur langue natale, couvre les manifestations, donne la parole aux mécontents. Résultat : la petite chaîne régionale rencontre un succès fou et, forcément, dérange. Mais si Rabat la maintient, c'est probablement parce qu'elle dérange aussi le Polisario, privé de sa principale ressource : les revendications sociales et humanitaires des Sahraouis. Comme quoi, une information indépendante peut être utile au pouvoir...

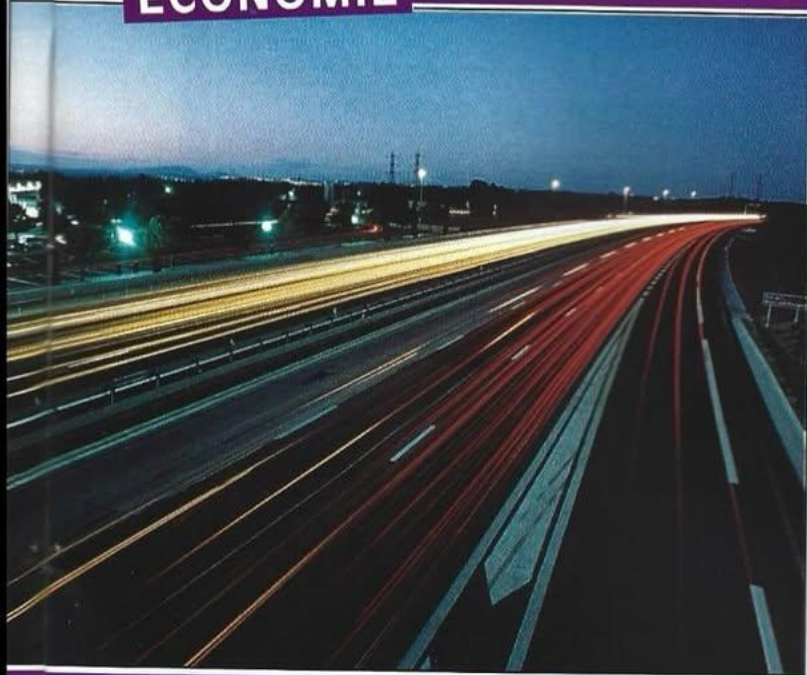
50. Les autoroutes avancent vite

S'il y a un chantier qui avance à grands pas, dans ce pays, c'est bien celui du réseau autoroutier. Il n'y a pas si longtemps, nous n'avions que les misérables 100 kilomètres de l'autoroute Casa-Rabat. Aujourd'hui, les chiffres sont éloquentes : 595 Km opérationnels, 272 en cours de travaux (très avancés), et 563 en cours de financement (pratiquement bouclé). Tout le monde s'accorde à dire que l'arrivée de Karim Ghellab à la tête du ministère de l'Équipement et du Transport en 2002 y est pour quelque chose. La cadence est ainsi passée de 40 kilomètres par an en 2002 à 160 en 2005. On est bien partis pour rouler sur les 1420 Km d'autoroute prévus en 2010.

51. Le logement est de plus en plus accessible

Des logements à 150.000 dirhams, des taux d'intérêts à 7% (contre 14% auparavant)... Et ça ne concerne plus uniquement l'axe Casa - Rabat. Les provinces se sont, elles aussi, mises à produire du logement social avec toujours le même souci : freiner l'exode rural. Près de 100.000 logements sont vendus par an. C'est beaucoup, même si c'est encore insuffisant pour combler la demande. Selon le promoteur immobilier Karim Lamrini, "l'accessibilité n'est pas encore généralisée, mais nous sommes bien partis pour". Tout cela traduit l'ouverture de l'État (et des banques) aux "petits Marocains". Enfin.

ECONOMIE



52. Les touristes reviennent

En mai 2005, les chiffres du ministère du Tourisme annoncent le retour en force de la destination Maroc sur les circuits internationaux. Le cumul du nombre de touristes ayant visité le pays, depuis le début de l'année, affiche une progression de 17% par rapport à 2004. L'Office National Marocain du Tourisme, du coup devient ambitieux, et annonce que la barre des 6 millions de touristes sera franchie fin 2005. Les Marocains Résidant à l'Étranger compris, bien entendu. Il n'en demeure pas moins que les méthodes musclées de marketing touristique à la Douiri (le ministre de tutelle) commencent à porter leurs fruits. On espère un boom à partir de fin 2006, une consolidation du plan Azur en 2007 et, comme l'État s'est accordé une petite rallonge, 10 millions de touristes en 2012.

53. Le roi lance de grands chantiers

Mohammed VI veut marcher sur les traces de son "roi bâtisseur" de père. Non sans un certain succès. Le port Tanger Méditerranée

100 RAISONS d'être OPTIMISTE

née, qu'il a lancé, est doté d'une enveloppe de 12 Milliards de dirhams, avec à la clef la création de 100.000 emplois. Tout comme l'aménagement de la vallée du Bouregreg, budgétisé à 11 milliards de dirhams, et qui devrait, d'ici 2010, transformer la capitale et sa jumelle Salé. Citons également le projet de rocade méditerranéenne, qui s'étendra sur 600 Km et permettra le désenclavement de tout le littoral Nord, de Saïdia à Tanger. N'oublions pas non plus l'aménagement de six stations balnéaires d'importance dans le cadre du Plan (touristique) Azur. Et la liste n'est pas exhaustive. Des projets nécessaires au développement (il en faudrait encore plus), et qui doivent tout à l'impulsion décisive du monarque.

54. La gestion déléguée réussit bien

Les Casablancais ne font plus la queue pour payer l'eau et l'électricité, les Marrakchis roulent mieux avec la concession du transport urbain... La gestion déléguée fait désormais partie du paysage économique marocain. La réussite des expériences déjà en place laisse présager l'élargissement du champ des concessions. La gestion

des ports, des aéroports, de la production de l'électricité...

tout peut être délégué à des professionnels. Étrangers ? C'est le problème, et il est d'ordre politique. Mais on attend toujours des opérateurs marocains qui aient la surface technique et financière pour réussir aussi bien que les Européens.

Ces grands débats de souveraineté, les consommateurs n'en ont cure et ne demandent que l'amélioration des services – quitte à ce qu'ils ne soient plus publics. Preuve que la tendance est irréversible, un projet de loi sur les concessions est dans le pipe.

55. L'accès aux statistiques s'améliore

Qui aurait cru qu'au Maroc, les statistiques deviendraient un sujet de polémique entre le Premier ministre et le Haut commissaire au plan ? C'est pourtant le cas depuis 2005 : pour des questions de chiffres, Driss Jettou et Ahmed Lahlimi sont à couteaux tirés. On est loin de l'époque où la Direction des Statistiques (DS) était un département poussiéreux auquel seuls les initiés avaient accès... Suite à un accord avec le Fonds Monétaire International, l'État est tenu de publier régulièrement des statistiques ciblées, "pour éviter toute manipulation". À saluer, le site web de la DS : les chiffres y sont régulièrement mis à jour (nous l'avons vérifié). Sociologues, urbanistes, économistes et autres décideurs ont donc une large bonne base de données à portée de main. Vive la transparence !

56. Le Maroc a la cote en Occident

Le Maroc a vraiment la cote auprès des États-Unis, ce qui en fait un interlocuteur privilégié avec les pays occidentaux. En témoigne l'incessant ballet des visites officielles effectuées par de nombreux responsables politiques, américains, européens et canadiens. Mais l'enjeu est essentiellement économique, et le "produit Maroc" séduit de plus en plus les Occidentaux. Les investissements étrangers au Maroc ont atteint 23,5 milliards de dirhams en 2003 contre 6,8 en 2002, soit une hausse de 246 %, relève-t-on dans un rapport de la Direction des Investissements. Les pays de l'Union Européenne restent les principaux investisseurs au Maroc, avec 95,1 % du total des investissements étrangers, dont l'Espagne avec 18,2 milliards de dirhams (77,3 %) et la France avec 2,9 milliards (12 %).

57. Les liaisons aériennes se démocratisent

Il est loin, le temps où les voyages en avion étaient un luxe réservé à une toute petite minorité. Les vols pour Agadir, Oujda ou Laâyoune rencontrent un très grand succès commercial, et tendent à se multiplier. Grâce à des prix proches de ceux des autocars (800 dirhams pour Agadir, 900 pour Laâyoune), de nombreux voyageurs ne se posent même plus la question, quand il s'agit de longs trajets. Le nombre de lignes a également augmenté et de nouvelles liaisons inter-villes ont même été créées, comme Agadir-Ouarzazate. Bien sûr, il y a toujours les retards, les annulations de vols, les taxes sans lesquelles le prix du billet serait encore moins élevé... mais il faut bien commencer quelque part.

58. La diaspora marocaine brille dans le monde

Saviez-vous que l'hyper entreprenante ville de Dubaï compte des conseillers (technocrates) marocains ? Qu'un Marocain, M. Yacoubi, faisait partie de l'équipe de la NASA qui a lancé Pathfinder sur Mars ? Qu'un autre Marocain, Jamal Benomar, est n° 3 de l'ONU ? Une diaspora marocaine instruite, bardée de diplômes et dotée d'une riche expérience professionnelle s'illustre un peu partout dans le monde, du Japon au Canada. Mais cette foisonnante matière grise ne s'investit pas assez au Maroc, et c'est dommage. Le potentiel est énorme, il nous suffirait de l'attirer. Ça commence, doucement : les secteurs marocains de la finance et du conseil, mais aussi des télécoms et de l'énergie, ont ainsi fait appel à des chasseurs de têtes internationaux pour dénicher de brillants Marocains où qu'ils soient dans la planète. Espérons qu'ils feront tâche d'huile.

59. Le tourisme intérieur se développe

Les chiffres ne mentent pas. Jusqu'à il y a deux ans, le tourisme intérieur peinait à prendre son envol, avec une maigre hausse de 2% du nombre des nuitées entre 1995



et 2002. Mais les jours tristes semblent derrière nous. Ce taux est en effet passé à 8% sur la période 2002-2004. Et d'année en année, l'évolution s'accélère. En 2005, sur le seul mois d'avril et grâce au programme Kounouz Biladi, le remuant ministre du Tourisme Adil Douiri peut se vanter d'une hausse de 50% des nuitées, comparativement à la même période de l'année précédente. Mais il y a mieux : les petits établissements hôteliers, auberges et pensions, commencent à connaître un vif succès, notamment dans l'Atlas et le Sud. L'offre touristique intérieure se diversifie, et les PME y gagnent des clients et du chiffre d'affaires. Et le tourisme vert fait ses premiers pas. C'est un très bon signe.

60. Le parc auto se renouvelle

50.000 véhicules neufs ont été vendus au Maroc en 2001, plus 25.311 véhicules neufs importés. En forte croissance par rapport aux années précédentes, qui s'explique (pour l'achat local) par une très dynamique politique de crédit automobile, désormais adapté à toutes les bourses. Le marché automobile marocain est "en période de transition stratégique", selon les professionnels. Avec un parc de 1,6 million de véhicules, le Maroc séduit aujourd'hui de nombreux constructeurs, notamment européens. Le royaume a mis en place une politique industrielle automobile à partir de 1995 pour contrecarrer l'importation massive de voitures d'occasion en provenance d'Espagne et de France.

61. La consommation de masse progresse

Selon l'enquête sur les dépenses des ménages réalisée par le Haut commissariat au Plan (HCP), la consommation fait mieux que l'investissement et les privatisations. Le HCP attribue à la consommation un poids qui atteint 60,4% du PIB. C'est énorme. Attention, donc : les discours sur le faible pouvoir d'achat des Marocains gagneraient à être relativisés. Pour preuve, le boom des grandes et moyennes surfaces, type Acima. Il s'en crée des dizaines par an, et cela démontre que le marché est porteur, et que les Marocains ont de l'argent à dépenser. Pas tous, c'est vrai. Les franchises, par exemple, visent la classe moyenne. Mais cela aussi, c'est une découverte. On disait notre "classe moyenne" marginale. C'est manifestement faux. Et c'est tant mieux.

62. La concurrence bouscule les monopoles

Un abonnement au téléphone portable coûte aujourd'hui zéro dirham, et la communication est facturée à partir d'un dirham. L'offre en huiles de table s'enrichit et les prix sont en baisse. Deux résultantes directes de l'irruption de la concurrence dans des marchés longtemps monopolistiques. On prédisait ces (heureux) phénomènes depuis des dizaines d'années. Aujourd'hui, le consommateur en perçoit les résultats, et il est heureux. D'autres secteurs vivront la fin du monopole (ou du duopole) sous peu : la téléphonie fixe,



AFP

100 RAISONS d'être OPTIMIS

l'audiovisuel, l'énergie, les tabacs... Les consommateurs n'ont pas fini de jubiler. Accessoirement, des chasses gardées de proches du pouvoir sont en train de voler en éclats, et la transparence économique est en progrès. Bravo !

63. Les entreprises publiques sont mieux gérées

Si pour prétendre diriger les fleurons de notre économie nationale, il est toujours recommandé d'avoir un bon réseau relationnel, il est indéniable que la compétence ou du moins les diplômes priment dorénavant sur le clientélisme et le piston. Pour qui a connu l'ère des copains et des coquins, c'est un grand bol d'air. Avec un ministère des Finances qui a enfin décidé d'appliquer la loi en exerçant son rôle statutaire de contrôle, la tenue des conseils d'administration des entreprises publiques a désormais lieu dans les temps. Par ailleurs, la réputation de rigueur de l'Inspection Générale des Finances n'est, enfin, plus usurpée. Côté chiffres, malgré une conjoncture particulièrement défavorable, les dettes de financement des entreprises publiques ont baissé de 6% et leur chiffre d'affaires a augmenté, lui, de 6% en moyenne depuis 2002. Pas de quoi pavoiser, mais c'est tout de même de bon augure.

64. Les héritiers transforment les groupes familiaux

La guerre des successions n'aura pas lieu. Le changement à la tête des grands groupes marocains se fait en douceur. Les fils remplacent les pères, une caractéristique du capitalisme familial qui n'est pas forcément négative. Pour preuve, les jeunes ayant repris le gouvernail ont amorcé un changement notable dans le mode de management de leurs groupes. Certains sortent des sentiers hérités, comme les Amhal, pour s'attaquer à des créneaux qui rapportent plus. D'autres renforcent leur business, comme les Akhenouch, les Bensalah, les Raji... Ce mouvement n'est qu'à ses débuts. D'autres dauphins attendent leur tour, qui ne tardera pas, pour reprendre en main le patrimoine de la famille.

65. Les coffres des banques sont pleins

Si on comptabilise les fonds propres et l'excédent bancaire, on dépasse les 40 milliards de dirhams d'argent disponible au Maroc. Il est là, prêt à l'emploi. Et cette manne financière nous donne deux raisons d'espérer. Primo, notre système bancaire se porte bien. Nous sommes loin du scénario argentin ou de celui de la banque Khalifa en Algérie. Secundo, les investisseurs potentiels n'ont pas l'excuse du manque d'argent. Le problème, c'est que pour débloquer ces fonds, le système bancaire impose des conditions draconiennes. Trop, au point où l'État s'en est ému.

La banque centrale exerce actuellement des pressions sur le secteur bancaire pour qu'il lâche du lest. Mais pour que les banquiers comprennent qu'il y a plus à empêcher que des misérables agios et autres gains sur les dates de valeur, il leur faut intégrer la culture du risque. Ce n'est pas encore gagné.

66. Les produits du terroir sont revalorisés

Saviez-vous que le caroubier marocain cartonne à l'étranger, que le cactus est en passe de détrôner l'Argan ou que de vulgaires bottes de persil ou de thym marocain sont vendues à l'étranger sous l'élégante étiquette de "plantes aromatiques et médicinales" ? Après avoir longtemps privilégié les cultures de sécurité alimentaire (blé, orge, etc.), le Maroc amorce un virage en revalorisant ses produits du terroir. Dans la région de Tiznit-Sidi Ifni, par exemple, des coopératives agricoles cultivent plusieurs milliers d'hectares de cactus pour en faire de la confiture et des fruits confits. Elles espèrent même en tirer de l'huile, qui est vendue à 12.000 dirhams le litre sur le marché international de la cosmétique. Où vont se nicher les richesses...

67. Le prêt-à-porter marocain débarque

Depuis quelques années, le Maroc ne se contente plus d'importer du prêt-à-porter. Il en fabrique. Même si les franchises des marques étrangères ont encore beaucoup de succès auprès des consommateurs, nos stylistes essaient de créer des vêtements 100 % marocains. C'est ainsi que sont nées des marques comme Océane ou Marwa, qui tentent de se faire une place sur le marché local. Les vêtements qu'ils proposent sont de bonne qualité, à des prix assez abordables, et ont séduit nombre de consommateurs, qui s'habillent à la mode tout en faisant acte de patriotisme. Le phénomène est embryonnaire, mais il est à encourager. D'autant plus que cela peut être une parade à la menace chinoise qui pèse sur le secteur textile.

68. Le 100% marocain fait recette

Saviez-vous que le ghassoul marocain fait fureur à l'étranger ? Bien des Marocains, pourtant, ont troqué ce savon noir traditionnel contre du banal shampoing. Mais cela ne diminue en rien l'attrait du 100% marocain, qui revient en force sur le marché mondial. Notre caftan national a ainsi intégré le circuit de la haute couture internationale, et nos huiles d'olive ont conquis l'Amérique. Le salon marocain, lui, trouve preneur jusqu'au Canada. L'artisanat en général s'impose de plus en plus dans le design très in des métropoles occidentales – mais aussi à Casablanca. Comme quoi, il suffit d'un peu de marketing pour mettre en valeur des trésors qu'on pensait désuets... et qui promettent de rapporter, si on s'y intéresse massivement, des montagnes de cash.



69. La certification qualité progresse

Qui dit certification, dit qualité. Certaines entreprises marocaines s'y mettent à contrecœur, car les marchés à l'export l'exigent. D'autres le font par conviction, et celles-là sont de plus en plus nombreuses. La norme ISO 9001 est devenue un must de la communication institutionnelle des entreprises. In fine, tout le monde y gagne : l'entreprise établit une feuille de route, des procédures et pose les bases d'un management moderne pour plus de croissance. Les salariés, de leur côté, évoluent dans un cadre plus transparent où les rapports avec leur hiérarchie deviennent plus fluides, car plus codifiés. Le consommateur, lui, est le roi. Avec la multiplication des contrôles, la qualité des produits devient, enfin, une priorité. La certification peut être vue comme une mode au Maroc – mais elle est plus que bienvenue.

70. Marrakech boome

C'est un autre genre, mais Marrakech est désormais aussi en vogue, chez les Jet Setteurs, que la côte d'Azur. Sur les 6 dernières années, pas moins de 650 riads y ont été rachetés, restaurés, convertis en maisons d'hôtes ou en résidences de vacances. La capacité hôtelière de la ville a presque doublé – ce qui n'empêche pas les hôtels d'arriver à saturation durant les week-ends. Autre signe : le prix du terrain est passé du simple au double en l'espace de deux ans, et les restaurants et autres clubs y poussent comme des champignons. Toujours plus grands et plus branchés. Le festival international du film de Marrakech a fini de poser la nouvelle image "strass et paillettes" de la ville rouge. Et pour couronner le tout, le célèbre festival de jazz de Montreux se délocalisera en 2006 à Marrakech. Bravo !

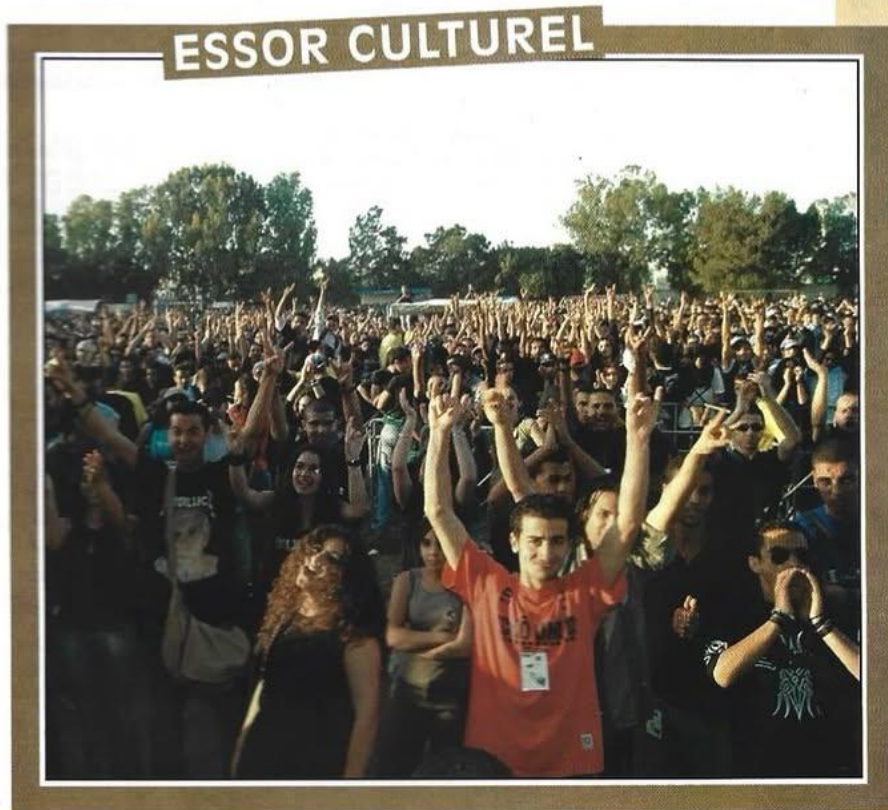
71. La créativité musicale explose

Hoba Hoba Spirit, H-Kayne, Darga, Barry, Fnaïre, Dayzine... tous ces groupes musicaux n'existaient pas il y a cinq ans. Aujourd'hui, plus aucun festival ne peut se passer d'eux. Ceux-là, et d'autres, ne cessent de chanter le Maroc et de fusionner avec bonheur et passion tous les genres qui "font bouger" : rock, rap, funk, reggae, raï... Les barrières sautent et les jeunes Marocains dansent sur

des paroles qu'ils comprennent et qui les concernent (enfin !). Le Boulevard des Jeunes Musiciens a été le révélateur de cette lame de fond qui est en train de transformer le paysage musical marocain. Chaque année, ce festival casablancais rassemble des dizaines de milliers de jeunes et révèle de nombreux talents venus des quatre coins du royaume. Enthousiasmant !

72. Les festivals gratuits se multiplient

Le festival de Casablanca et le festival Transatlantique de Doukkala, derniers nés dans le paysage des manifestations artistiques marocaines, confirment la tendance : le Maroc est devenu, après un long vide culturel, un pays de festivals où prévaut ce grand principe démocratique : la gratuité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 160.000 spectateurs au concert de Bilal lors du festival de Casablanca, 450.000 festivaliers cette année à Essaouira... Au-delà de la musique accessible à tous, le festival gratuit devient un vecteur de développement pour des régions longtemps délaissées. Essaouira, grâce au festival gnaoua, est devenue une destination très prisée, et le business des riads y est désormais florissant. Chaouen, Safi et Fès ont également misé sur le tourisme culturel. On y arrivera, à ces 10 millions de touristes en 2012 !



100 RAISONS d'être OPTIMISTE

73. La darija sort du ghetto

La darija, notre parler de tous les jours, est la véritable langue maternelle des Marocains. Mais elle ne s'affiche que depuis peu dans les arts et la vie publique. Ce changement est loin de faire l'unanimité, parce qu'il remet en cause des positions académiques et écorche le mythe de l'unité arabe. Principaux vecteurs de la renaissance, le théâtre et la nouvelle musique marocaine (lire "la créativité musicale explose") qui ne s'exprime qu'en darija. "Le marocain" se régénère aussi par le biais des sms. Et sur Internet, on chatte principalement en darija. Mieux : les darijophones inventent une nouvelle graphie : le 3 pour le âyn (comme naânaâ), le 7 pour le ha (comme Hamid) et le 9 pour le qaf (comme qamar). À l'usage, c'est beaucoup plus pratique !

74. Le bilinguisme est mieux accepté

Même si la Constitution ne fait aucune mention du bilinguisme, la langue française a conservé un usage privilégié au Maroc. Considérée comme la langue "des bourgeois", voire "des traîtres à la nation" pendant les années 60, l'utilisation du français avait été féroce combattue par une arabisation souvent incohérente, mais toujours à marche forcée. Depuis les années 90, la "cohabitation linguistique" semble céder à un réel pragmatisme. Le français est aujourd'hui la seule langue lue, écrite et parlée qui a gardé des positions importantes dans l'éducation, la politique, l'administration et les médias. Et le Maroc continue de participer aux sommets mondiaux de la francophonie. Le plus important : dans la rue, on ne vous regarde plus de travers quand vous parlez français.

75. Le cinéma national est en plein essor

"Mille mois", "À Casablanca, les anges ne volent pas", "Les fibres de l'âme", "Les yeux secs"... En moins de deux ans, le cinéma marocain a produit plus de bons films qu'en quatre décennies. Et cela, grâce au réveil des pouvoirs publics (plus d'argent investi par le Centre Cinématographique Marocain), à l'enthousiasme d'un public très demandeur et, surtout, au talent certain d'une nouvelle génération de cinéastes enfin affranchis, désinhibés... adultes, quoi. Une preuve ? Le tout dernier, "Marock", de la toute jeune Leila Marrakchi, qui réinvente les charmes oubliés d'un premier film : casting épatant, fraîcheur, liberté de ton... et professionnalisme. On en redemande.

76. La philo revient à l'université

En 1981, l'État marocain a décidé d'abandonner les départements de philosophie (et aussi de sociologie et de psychologie, d'ailleurs) à l'université, au nom d'on ne

sait quelle vision rétrograde de l'islam. Mais la philo est de retour dans les amphithéâtres. Elle est ainsi enseignée depuis 4 ans à l'université de Marrakech, et depuis un an aux universités de Casablanca, Mohammedia, Kénitra et Meknès. Discrètement, certes. À dose homéopathique même, puisque, comparé aux autres, les nouveaux départements de philo ne touchent pas, toutes facultés confondues, plus de 3000 étudiants. Mais, comme le disent les enseignants et doyens derrière l'initiative, "depuis le 16 mai, l'État a pris conscience que la raison et l'esprit critique devraient regagner du terrain". Pas trop tôt...

77. Les artistes se prennent en main

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. C'est manifestement la devise de la nouvelle génération de musiciens marocains. Hoba Hoba Spirit et Darga, deux groupes-phares de la nouvelle vague, se sont ainsi affranchis des labels de production existants et ont opté pour l'autofinancement. D'autres, comme Rif Gnawa, ont été chercher des producteurs outre-mer. Fnaïre, les plus audacieux, ont réussi le challenge de lancer leur studio d'enregistrement et leur propre boîte de production. Et ça produit ! Tous ont un album dans les bacs et Fnaïre et Hoba Hoba en sont à leur deuxième. À suivre, Barry, puis Dayzine, dont les premiers albums sont attendus en 2006. De quoi réchauffer le cœur d'un public qui se reconnaît (enfin) dans une musique et des paroles qui lui ressemblent.

78. Les publicitaires sont créatifs

La création (et le business) publicitaires ont connu un bond sans précédent depuis que le "duel des titans" Maroc Télécom vs. Méditélecom a été lancé. Ce sont aujourd'hui les deux plus gros annonceurs du pays, et l'obtention par Méditel de la seconde licence du fixe ne fera qu'accroître la tendance. Parallèlement, un marché de la post-production est en train de se mettre en place. La pub spectaculaire de Siera, qui voit les immeubles du Bd Zerkouni se transformer en téléviseurs et le Twin Center en double congélateur, ou encore celle des forfaits à vie Méditel, qui montre Casa dans 50 ans (avec des taxis rouges devenus volants), sont l'œuvre intégrale de Sigma technologies, une boîte purement marocaine. Le monde des pubards ne s'y trompe pas : des prix internationaux sont régulièrement décernés à nos créatifs.

79. Le théâtre sort de l'ombre

Longtemps écrasées par le petit écran, les planches se refont une place sous les projecteurs. Un nouveau festival à Marrakech, la régularité assurée au festival national de Meknès, une pièce par mois produite par 2M, autant par la TVM, 15 troupes subventionnées par l'État



en 2005... Les chiffres démontrent que le théâtre marocain est en plein boom. S'y ajoutent deux phénomènes nouveaux : la (toute récente) Fondation des Arts Vivants s'engage pour donner plus de visibilité à l'art de la scène et de plus en plus de comédiens songent à monter leur propre one man show – un exercice très prisé par le public. Hassan El Fad n'en est pas à son premier essai. Mohamed Khiari a sauté le pas et Abdessamad Miflah El kheir est sur le point de le faire.

80. L'industrie du téléfilm se porte bien

Depuis bientôt trois ans, 2M produit une moyenne de 18 téléfilms par an. En plus de constituer une clause dans le cahier des charges de la chaîne, cette expérience a permis la découverte de talents dans la réalisation et dans l'écriture de scénarios pour la télévision (la chaîne compte aujourd'hui deux réalisateurs de téléfilms en interne). Côté RTM, on a produit sept téléfilms au titre de l'année 2004. La qualité n'est pas nécessairement au rendez-vous, mais le public marocain a tellement besoin de miroirs que ça marche. Signe incontestable de succès : les téléfilms marocains commencent à être piratés !

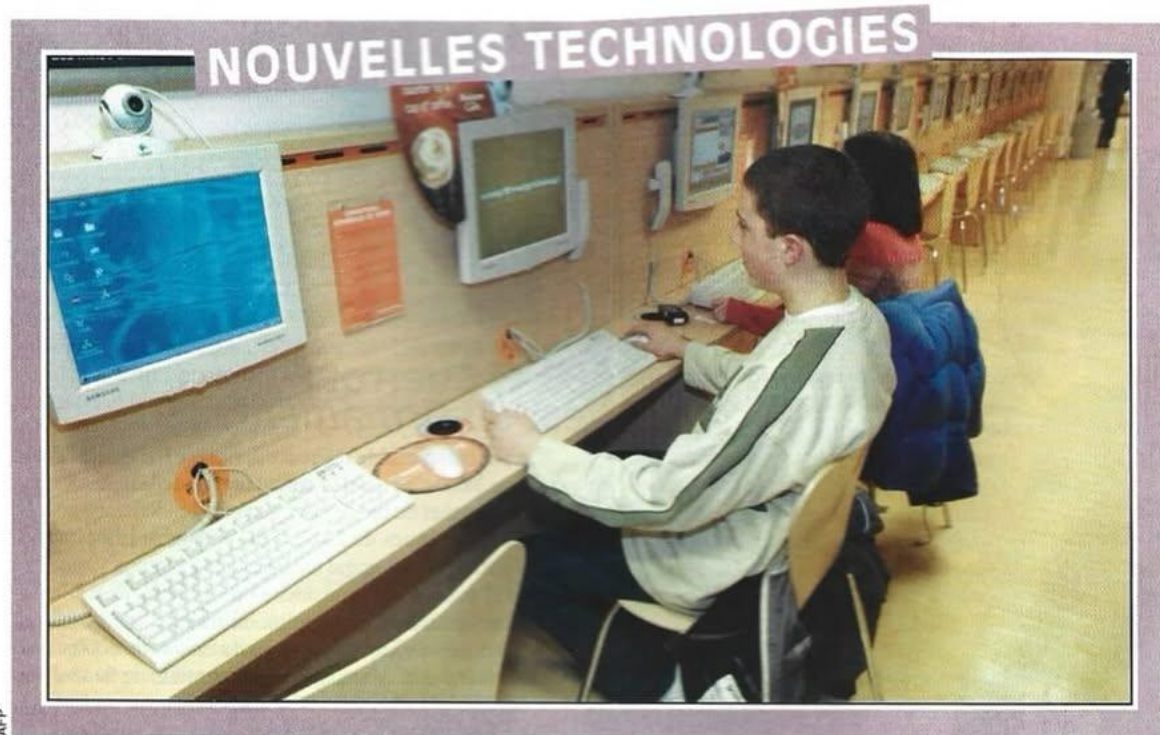
81. Les festivals font revivre les sites historiques

Qui prêtait encore attention au vieux phare d'El Hank ? Depuis qu'il a été "habillé" par l'artiste peintre Aboulouakar à l'occasion du festival de Casa-

blanca, il est (au sens propre comme au figuré) sous les projecteurs. Après avoir redonné de la vigueur à la médina des Oudayas, le festival Jazz aux Oudayas s'est tenu cette année dans la forteresse historique de Chellah, nettoyée et restaurée pour l'occasion. À Fès, Bab El Makina accueille chaque année plusieurs concerts du Festival des Musiques Sacrées. L'antique cité romaine de Volubilis retrouve aussi de sa splendeur passée, avec le festival de Oualili. Et à Marrakech, le palais Badii revit chaque année à l'occasion du festival des arts populaires. Pour le plaisir des yeux, en plus de celui des oreilles.

82. Les Marocains brillent en NTI

Évidemment, on pense d'abord à Derb Ghallef. Aucun disque dur d'ordinateur ni aucune puce de téléphone portable n'a jamais résisté aux petits génies casablancais de l'informatique. Mais les Marocains excellent aussi dans l'informatique "vertueuse". À l'image de Majid El Bouazzaoui, qui vient de remporter le premier prix de l'invention lors d'un salon international à Genève, pour avoir mis au point une technologie qui permet de transmettre des données (images, sons et vidéos) à haut débit, via un simple téléphone portable correspondant à la norme GSM, sans surcoût notable. Dernier exemple en date (mais il y en a pléthore), le départ d'une équipe d'étudiants marocains pour une compétition mondiale, au Japon, dont l'objet est "d'imaginer un monde où la technologie efface les frontières".



AFP

100 RAISONS d'être OPTIMIST

83. L'ordinateur 100% marocain existe

Il s'appelle Accent, il est assemblé par DBM Maroc, une PME spécialisée dans l'informatique et l'intégration des systèmes, et c'est le premier ordinateur 100% made in Morocco. Mais ce n'est pas le seul ! D'autres constructeurs s'y mettent, avec plus au moins de succès. C'est le cas de la société Msys qui, à l'origine, faisait de l'assemblage de matériaux importés d'Asie. L'industrie marocaine de l'assemblage informatique a pris conscience du potentiel des marchés africains et arabes et veut, grâce à son expertise, orienter plus de 30% de sa production vers l'export. Pour ce faire, l'ordinateur marocain a un atout de taille : un rapport qualité/prix imbattable.

84. Les nouvelles technologies se généralisent

Faites un tour à Derb Ghallef, les commerces d'ordinateurs (et dérivés) ne désemplassent pas. Selon les estimations de professionnels du secteur, le parc informatique domestique (PC) était estimé à 500.000 ordinateurs dits "productifs" (Pentium III et plus) à fin 2003. Dans son rapport publié en juin 2005, l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) avance un taux d'équipement en téléphonie mobile dépassant les 31% avec un parc global de près de dix millions d'abonnés. En boom également, l'Internet, qui entre dans les mœurs grâce à l'introduction du haut débit (ADSL) à coût promotionnel. Le nombre d'internautes était estimé à deux millions en 2004 alors que le total des abonnés a atteint 134.720 en mars 2005, contre seulement 60.000 en décembre 2003, soit une progression de 120%.

85. Les blogueurs se multiplient

Depuis environ un an, les internautes Marocains ont découvert l'existence des Blogs, sites web personnels, considérés parfois comme des journaux intimes. Ce phénomène, très répandu dans le reste du monde, commence donc à peine à toucher le pays. Même s'ils ne sont encore qu'une petite centaine à avoir créé leurs propres Blogs, il est certain que d'autres vont suivre. Un "Blog Day" a d'ailleurs été organisé le 4 Juin dernier à Casablanca, avec pour ambition de promouvoir la Culture du Blog au Maroc. "Les blogueurs dévoilent leur besoin de s'exprimer, de partager", explique Rachid Jankari, responsable de la rubrique NTI du portail Menara et premier blogueur marocain. Les internautes Marocains découvrent donc un nouveau moyen de s'exprimer, sans tabou, ni autocensure. Un bon présage pour l'avenir de la liberté d'expression dans notre pays.



SPORT



AFP

86. El Guerrouj est au firmament

Le journal sportif de référence *L'Équipe* l'a appelé "l'autre roi du Maroc" et aussi "l'enfant unique de la nation". Steve Cram, le chef de file de la candidature londonienne pour les jeux olympiques de 2012, a dit de Hicham El Guerrouj qu'il était "le plus grand miler de tous les temps". Jamais un sportif marocain n'avait atteint un tel niveau de reconnaissance. Quatre fois champion du monde, recordman du 1500 m depuis 7 ans, mais aussi du mile et du 2000 mètres et surtout – quel Marocain n'a pas tressailli de fierté durant l'été 2004 ? – double médaillé d'or olympique. El Guerrouj, l'enfant prodige de Berkane, a réussi à supplanter Saïd